

94 Le Stif donne son feu vert au Câble A

TRANSPORTS // Le syndicat des transports d'Ile-de-France valide la construction du premier téléphérique régional. Il reliera Créteil et Villeneuve-Saint-Georges.

Exit Téléal, son nom initial. On l'appellera Câble A, ouvrant la porte aux Câbles B, C, D qui pourraient voir le jour, à l'image des lignes de métro et de RER. Les contours du premier téléphérique urbain de région parisienne se précisent à mesure que l'agenda pour sa construction prend forme.

Le conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France (Stif) a validé cet été le dossier d'objectifs et a acté le début de la concertation autour du projet de transport par câble qui reliera, sur 4,5 kilomètres, Créteil à Villeneuve-Saint-Georges, en passant par Limeil-Brevanne.



DÉSENCLAVEMENT. Le projet de transport par câble reliera, sur 4,5 kilomètres, Créteil à Villeneuve-Saint-Georges, en passant par Limeil-Brevanne.

Photo Conseil départemental du Val-de-Marne

Alors que de nombreux téléphériques ont une visée touristique, comme à Londres ou aux pieds des pistes de ski, le Câble A sera dédié aux habitants – 25.000 d'entre eux sont concernés par sa construction – et implanté sur une zone plate. « Ici, ce n'est pas le relief qui justifie le téléphérique, ce sont les coupures urbaines », explique Yoann Rispal, conseiller technique au sein du Département du Val-de-Marne. Les zones traversées sont extrêmement enclavées. Cet espace ne dispose que d'un seul passage routier, le reste est cerné par une gare de triage, la ligne de train à grande vitesse Paris-Lyon-Marseille, l'autoroute A6, des lignes à hautes tensions... le tout à proximité du couloir aérien d'Orly. » Lancé en 2008, le projet ne devrait voir le jour qu'en 2021, date à laquelle les usagers du Câble A ne mettront plus que 15 minutes pour relier Villeneuve à Créteil, contre 45 aujourd'hui.

Un éclaircissement législatif

« Cela a nécessité un long travail de préparation », se souvient le conseiller. Réunies au sein du Groupement des autorités responsables des transports (Gart), avec Toulouse, Grenoble ou Brest, les communes du Val-de-Marne ont réfléchi sur l'usage des téléphériques en milieu urbain... Jusqu'à avoir l'oreille de la ministre de l'Ecologie, Ségolène Royal. Au

début de l'année 2016, c'est d'elle qu'est venu l'ultime coup de pouce nécessaire à faire émerger le Câble A, et tous ceux à venir : une clarification des lois et l'assouplissement des servitudes urbaines, permettant le survol d'habitations sans nécessairement recourir à l'expropriation. Mais plus que la loi, c'est aussi la région et le Stif que les élus du Val-de-Marne ont dû convaincre. « Nous avons dépensé environ 200.000 euros en études pour montrer la rentabilité socio-économique du projet », explique Yoann Rispal. Un investissement à rajouter au budget global pour le Câble A, estimé à 120 millions d'euros. Si, selon le contrat de plan Etat-Région 2015-2020, le téléphérique reliant Créteil à Villeneuve-Saint-Georges sera financé à 52,5 % par le Conseil régional, à 22,5 % par l'Etat et à 25 % par le Département, au sein du Stif, les modalités ne sont pas arrêtées. « Nous n'avons pas encore défini comment et par qui sera construit le Câble A », explique Laurent Probst, directeur général du Stif, chargé du dossier. Si l'hypothèse de la classique délégation de service publique une fois l'ouvrage construit par le Stif n'est pas écartée, « celle du recours au contrat de partenariat public-privé n'est pas non plus à exclure », avance-t-il. Une première pour le réseau de transports franciliens.— A. M.